

Volte-face



Les marchés financiers ont positivement réagi

à l'annonce du Ministre des Finances, M. Matolcsy, de faire appel au FMI, ainsi qu'à la Commission européenne, pour pallier à la situation budgétaire désastreuse des finances hongroises.

Il s'agit d'une situation assez cocasse étant donné que le Fidesz a massivement remporté les élections de 2010 grâce à sa campagne contre le recours de l'ancien gouvernement aux institutions internationales.

Qui ne se souvient pas du pied-de-nez de M. Orbán au FMI à l'été 2010 ? Le Premier Ministre avait alors refusé de traiter avec la délégation envoyée par Washington pour négocier l'octroi de la dernière tranche du prêt accordé à la Hongrie sous la législature socialiste. Personne ne devait alors prétendre aider la Hongrie, celle du

système de la « coopération nationale », dont la coalition Fidesz-KDNP est l'instigatrice. Cette Hongrie-là, M. Orbán et ses hommes voulaient en faire une puissance souveraine, largement capable de sortir de ses déboires toute seule. Les dernières volontés du gouvernement sonnent donc comme une affligeante volte-face pour l'électorat Fidesz et révèlent, pour l'opposition, un terrible mensonge ayant dupé les hongrois en 2010. Après avoir pris une série de mesures, contrairement aux recommandations de Bruxelles et de Washington, concernant notamment les banques, les grandes firmes et les retraites, le pouvoir en place s'en remet désormais au diktat des agences de notation et crie à l'aide. Selon les ténors du Fidesz, les négociations devraient débuter en janvier, à l'occasion des consultations annuelles avec le FMI. Certains avancent la signature d'un accord avec le FMI comprenant un nouveau prêt pour aider le pays, d'autres, tel le député Rogán, refusent de prononcer le mot prêt, ayant bien conscience de son caractère négatif aux yeux de l'électorat. Cet événement particulier témoigne, en tout état de cause de la confusion générale qui règne quant à la politique économique du gouvernement actuel et, comme à l'habitude, le Ministre des Finances est au cœur de cette confusion.

M. Matolcsy sur la sellette

Le Financial Times a classé Matolcsy György parmi les plus mauvais ministres des Finances européens. Il est à signaler qu'au sein de ce groupe de « cancre de la politique » selon le Financial Times figure également François Baroin. Concernant le ministre hongrois, rien n'est surprenant. Comment ce journal pourrait-il complimenter un homme politique dont le nom est associé à tout ce que le nouveau pouvoir politique hongrois a entrepris et à ce qui fut qualifié d'anti-démocratique et de nationaliste ? Nul doute que ce classement a été réalisé sur les critères de Bruxelles et du FMI. Il n'en reste pas moins que M. Matolcsy est fortement désapprouvé au plan national, même par les plus fidèles à la majorité parlementaire. Plusieurs aspects expliquent cette situation. Tout d'abord, l'homme en question est un personnage public dont le charisme et la facilité à jouer des médias tendent vers zéro.

Ainsi ne parvient-il pas à compenser le caractère ennuyeux des questions qu'il traite par une quelconque aisance physique. Ensuite, il faut bien dire que, malgré les déclarations d'intention, les résultats tardent à arriver en matière économique. Rien n'est arrangé pour ce qui est du déficit et de l'endettement, comme en atteste l'appel récent au FMI, le taux de chômage grimpe, la devise nationale chute, l'accès

au crédit est catastrophique, les services publics sont rognés, etc... Enfin, traditionnellement, la personne du Ministre des Finances constitue un fusible en cas de péripéties. Il est rare de voir un Ministre des Finances rester en place toute la durée d'une législature, quel que soit le pays. Tout laisse à penser que l'intéressé ne sera pas une exception à la règle.

Yann Caspar

- 6 vues

Catégorie

Agenda Culturel